

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 24/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL Ferme Eolienne de Puech de Cambert

Groupe VALECO
31 rue des Bouissettes
34070 Montpellier

Références : 81-CRARC-2024-145
Code AIOT : 0006809432

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement SARL Ferme Eolienne de Puech de Cambert implanté Puech de Cambert 81320 Barre. L'inspection a été annoncée le 25/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection en phase chantier. Début du démantèlement du parc existant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL Ferme Eolienne de Puech de Cambert
- Puech de Cambert 81320 Barre
- Code AIOT : 0006809432

- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien PUECH CAMBERT est composé d'un poste de livraison et de 9 éoliennes de modèle ECOTECNIA 62 d'une puissance unitaire de 1,3 MW. Le parc est exploité par la société VALECO. Les éoliennes de ce parc sont en cours de démantèlement pour être remplacées par 5 éoliennes de puissance unitaire de 3 MW. Le chantier a débuté le 26 août 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise en état en fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.	Sans objet
2	Remise en état en fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.	Sans objet
3	Remise en état en fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.	Sans objet
4	Remise en état en fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.	Sans objet
5	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.1	Sans objet
6	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.2	Sans objet
7	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.3	Sans objet
8	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.2	Sans objet
9	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.7	Sans objet
10	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a eu lieu durant la première phase de démantèlement des éoliennes. L'inspection constate que le suivi du chantier est satisfaisant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état en fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.
Thème(s) : Risques chroniques, Notification de mise à l'arrêt
Prescription contrôlée :
Lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne

<p>puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Il en informe le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les éoliennes E05, E06, E07, E08 et E09 sont en cours de démantèlement avec les pales déposées à la date de l'inspection.</p> <p>Par courrier du 30 septembre 2024, l'exploitant a informé les maires de Barre (12) et Murat-sur-Vèbre (81) que le démantèlement de ces 5 éoliennes allait démarrer le 4 novembre 2024. Il les a également informés de la suite des travaux de démantèlement et de la construction des nouveaux parcs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Remise en état en fin d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Démantèlement des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations de démantèlement et de remise en état comprennent les opérations suivantes :</p> <p>1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les opérations de démantèlement sont en cours. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il ne prévoyait pas de réutiliser les câbles existants, ces derniers seront retirés durant la phase de démantèlement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Remise en état en fin d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Excavation des fondations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations de démantèlement et de remise en état comprennent les opérations suivantes : [...]</p> <p>2. L'excavation de la totalité des fondations, jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;</p>

<p>Constats :</p> <p>Les opérations d'excavation n'ont pas encore débuté le jour de l'inspection. Toutefois, l'exploitant précise que la totalité des fondations sera excavée et comblée avec la terre provenant des travaux des futures plateformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Remise en état en fin d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'issue de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection une copie des bordereaux de suivi des déchets concernant les armoires électriques et les morceaux de pales. L'inspection constate que ceux-ci sont correctement remplis et que les sociétés chargées de transporter et collecter ces déchets sont dûment autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Phase chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Préparation et encadrement du chantier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant utilise des documents de planification environnementale des travaux dans le cadre de la procédure d'appel d'offres et son suivi de chantier.</p> <p>Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> le contexte environnemental du projet, les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues, le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle, le plan de circulation des engins, les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire, la sensibilisation, la formation, le contrôle interne. <p>Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a présenté à l'inspection le plan général de coordination pour la protection de l'environnement (PGCE), daté du 06/05/2024 et révisé le 17/19/2024 et le 08/07/2024.</p> <p>Ce document reprend notamment le calendrier des travaux en accord avec les prescriptions environnementales, les mesures environnementales à respecter sur le chantier, le plan de coordination pour la protection de l'environnement, les procédures et demandes d'agréments, un rappel de leur charte "chantier vert" et des modèles de fiches réflexe déversement accidentel, fiche de notification d'incident, bordereau de suivi des déchets et des cartographies de localisation des mesures environnementales en phase chantier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Phase chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Périodes d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction, au démantèlement des éoliennes (terrassament, excavation de terres sur site liés au décapage afin de permettre l'installation du futur parc éolien, démantèlement des fondations pour la phase de démantèlement des éoliennes) sont interdits en phase de reproduction, soit du 1er avril au 31 juillet.</p> <p>Les travaux de débroussaillage, de déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement sont réalisés entre le 1er septembre et le 31 octobre.</p> <p>Les travaux de finalisation des aménagements (y compris coulage des fondations, montage ou démontage des éoliennes, finition des excavations et remblaiements, finitions des tranchées pour les réseaux électriques) peuvent être réalisées sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées, en continuité des opérations de libération des emprises et avec accompagnement d'un écologue.</p> <p>En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le planning présenté par l'exploitant à l'inspection respecte les périodes d'intervention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Phase chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre du chantier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le périmètre des travaux lors des phases de construction et de démantèlement du parc éolien de Combaynart Est comprend les pistes d'accès pour accéder au site du projet, les zones de travaux pour le montage des aérogénérateurs, les zones de stockage de terres excavées, le poste de livraison, les zones de débroussaillage nécessaires autour des aérogénérateurs ainsi que le réseau électrique câblé enterré, reliant les aérogénérateurs entre eux ainsi que celui les reliant au poste de livraison créé et ce dernier au poste existant.</p>

<p>Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limité au strict nécessaire tel qu'il est évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspecteur des installations classées lors de la transmission du planning des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection une cartographie précise du périmètre des travaux et des enjeux environnementaux présents. Y sont notamment précisés les différents chemins à créer, provisoires et présents, les plateformes de grue, les zones de pré-assemblage et les différents talus remblais et déblais. L'exploitant a également transmis un récapitulatif précis des surfaces utilisées pour le chantier qui correspondent aux surfaces indiquées dans le dossier d'autorisation environnementale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Phase chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Circulation d'engins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de circulation est établi pendant la période de construction. En dehors des périodes d'activité, tous les engins mobiles, hormis les grues, sont stationnés sur les plateformes réservées à cet effet.</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles).</p> <p>La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.</p> <p>En aucun cas, les engins ne transiteront par la piste longeant le captage de Cambert et le PPR. (ME4).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan général de coordination pour la protection de l'environnement contient le plan de circulation. Les engins ne transitent pas par la piste longeant le captage et son PPR. L'inspection a constaté la présence de panneaux limitant la vitesse des véhicules à 30 km/h ainsi que des panneaux indiquant la circulation d'engins.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Phase chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de chantier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Un ou plusieurs écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article L. 411-2 du code de l'environnement sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.</p> <p>Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale est repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un impact sur l'environnement est soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à la DREAL Occitanie les solutions appropriées.</p> <p>Un rapport de suivi du chantier établi par l'exploitant est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bureau d'études EXEN a été choisi par l'exploitant pour le suivi du chantier. La dernière mise à jour du PGCE inclut des mises à jour de l'écologue.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Phase chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Informations à communiquer</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit informer le Préfet du Tarn, l'inspection des installations classées et la Sous Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud du démarrage des travaux au moins 3 mois à l'avance.</p> <p>Lors des phases de construction et de démantèlement du parc éolien, le guichet de la DGAC est informé, par mail, de la date de levage des aérogénérateurs, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration est formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr.</p> <p>L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ; • pour chacun des aérogénérateurs : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises). <p>L'exploitant informe par courrier le SDIS départemental de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service industrielle du parc éolien.</p> <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début de la mise en service industrielle, dès qu'ont été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective du parc éolien. Cette déclaration comprend :</p>

- la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions du présent arrêté ;
- pour chacun des aérogénérateurs et des postes de livraison : les positions géographiques exactes en coordonnées Lambert 93 et WGS84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises) ;
- la réalisation d'un plan à jour avec identification des pistes DFCL, des moyens incendie ;
- la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié.

Constats :

Par courriers du 6 août 2024, l'exploitant a informé la DGAC, la DSAE, le préfet du Tarn et le SDIS que les travaux concernant le chantier des parcs éoliens de Combaynart allaient débuter le 26 août 2024 et a précisé les différentes phases, à savoir :

- le terrassement des voiries et plateformes : août 2024 - mars 2025
- le démantèlement phase 1 : novembre 2024 - février 2025
- le génie civil - réalisation des fondations : février - juin 2025
- le génie électrique - installations des postes de livraison : juin - juillet 2025
- le démantèlement phase 2 : juin - novembre 2025
- la livraison levage et raccordement : août 2025 - janvier 2026
- la remise en état du site : février - mars 2026.

Type de suites proposées : Sans suite